



LIÈGE-ATTAC

Bimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège [asbl] • n°50 • mars-avril 2008
Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Belgique -Belgie
PP
40-49 LIEGE X
9/2858



Edito

Grands vents de printemps qui envolent les nuages. Merles qui sifflent à nouveau quand la lumière revient, quand la lumière s'en va – de plus en plus tôt, de plus en plus tard. Un grand besoin de respirer, et pas des crasses de particules fines mercuriales et autres qui vous tapissent les poumons ou suscitent des allergies diverses. Or que constatons-nous ? Pas seulement que la pollution ambiante se porte mieux que jamais (et pour réagir ensemble, suivons ce qui se passe dans le collectif « Climat et justice sociale »), mais que toutes les tendances délétères qui régissent la politique économique et la politique tout court ne font que se renforcer.

Le Traité de Lisbonne, tiens, que voilà un bel exemple ! Certains ont bien essayé de l'affubler de petits noms gentils avant qu'il ait sa ville à lui, comme Maastricht ou Nice. Rien que la même chose que le TCE rejeté en 2005 en France et aux Pays-Bas, à part l'emballage et le retour des religions. Et une autre différence de taille : surtout, pas de bruit, pas de vague, pas inquiéter le brave peuple : les parlements doivent nous voter ça vite fait bien fait. Ce qui est en train de se produire en Belgique, où le Sénat a déjà voté la ratification dans l'urgence. Des citoyens vigilants protestent contre des mesures qui confortent un système économique menant à une catastrophe sociale et écologique ? Qu'ils aillent se faire voir ! En fait,

oui, nous voulons être vus, mais surtout entendus et écoutés.

Les services publics ? Continuons à privatiser, bonnes gens. D'ailleurs, c'est l'UE, et plus haut, l'AGCS qui le veut. Nous constatons les dégâts ? Qu'à cela ne tienne, il y en a bien (quelques-uns) qui y trouvent leurs dividendes. Ainsi la Poste. Vous croyez encore que la distribution du courrier, c'est un service public, et votre facteur le voudrait bien aussi, mais non, ce ne l'est plus qu'un tout petit peu et bientôt plus du tout si nous ne réagissons pas de tout notre poids de citoyens conscients des enjeux (sociaux – répartition de la richesse, emplois, facteur de stabilité sociale – et écologiques) : dès 2005, l'état belge a bradé sa poste (enfin la moitié du capital moins une action) à un consortium composé de la poste danoise et de la société « CVC Partners », un représentant typique du capitalisme financier, et début juillet 2007, le Parlement européen a voté la « libéralisation » totale du marché postal pour 2011 (voir texte d'une carte blanche collective sur le blog de Pierre Eyben).

La grande distribution nous fait croire qu'elle lutte contre la vie chère alors qu'elle y contribue, en même temps qu'elle participe à la détérioration de notre qualité de vie sociale et de vie tout court (voir article et pétition <http://petitions.agora.eu.org/sauvonslaposte/index.html>).

Quant à la spéculation financière,

n'en parlons pas ! Enfin si, parlons-en. Il vaut toujours mieux savoir. C'est pourquoi nous organiserons un cycle de six conférences-débats sur le thème de l'argent (notre argent, d'où il vient, où il va, ce qu'en font les banques quand nous l'y laissons, comment la finance s'inscrit dans un contexte international, le rapport entre spéculation et crises, leurs conséquences...) : six jeudis à tenir à l'œil fin 2008 et début 2009 (dates suivront).

Et nos droits et libertés ?

L'acquiescement des inculpés dans ce que l'on a appelé le procès DHKP-C pourrait nous faire croire que tout va bien, et il était important que la justice montre son indépendance, ce qu'elle a fait. Mais les mécanismes existent qui permettent de confondre les pouvoirs et de criminaliser une opposition sociale ou politique. Jean-Claude Paye nous en parlera lors de notre prochaine AG, le jeudi 10 avril.

Je trouve ces phrases dans le bulletin en ligne d'ATTAC-Suisse : « Le mouvement altermondialiste n'a pas encore pu mettre un frein au marché libre, à la libre circulation du capital et à leurs effets destructeurs. Nous devons être conscients que nous avons encore beaucoup de luttes à gagner, comme... l'instauration de règles sociales et écologiques internationales, la maîtrise de la financiarisation... des règles pour un commerce juste et équitable, la fermeture des paradis fiscaux. Cette situation ouvre de nouveaux défis »

Assemblées générales



Jeudi 10 avril

.19h AG

Membres effectifs

19h30 AG

AG commune avec
comme invité Jean-Claude
Paye (voir page 2)

Mercredi 23 avril

.19h30 AG

AG statutaire membres
effectifs (élections CA et
bureau)

Mercredi 4 juin

19h30 AG

AG commune avec Robert
Falony en invité
(voir page 6)

pour nous : nous devons apprendre à agir ensemble et à coordonner nos campagnes au niveau international.» Il s'agit d'un appel à participer à l'université d'été d'ATTAC-Europe, début août à Sarrebrück (en Allemagne, près de la frontière française). Nous pouvons même aller plus loin, analyser plus avant et aboutir au constat récurrent : il est nécessaire et urgent de changer profondément notre rapport au monde : comment nous nous déplaçons, comment nous nous logeons, etc., mais tout cela commence par le contrôle sur l'économie et la finance via toujours... le politique.

ATTAC, un mouvement pluraliste ? On le dit. Mais avant tout un mouvement progressiste, un mouvement de gauche, de celle qui veut repenser les choses à la racine et ne peut donc qu'être radicale. Sur ce thème, nous entendrons Robert Falony le mercredi 4 juin.

ATTAC est aussi un mouvement qui doit vivre au quotidien, qui a besoin de nous, de notre temps, de notre énergie. Plus nous serons nombreux à prendre en charge un peu de ce qui doit être fait, moins il y aura à porter pour chacun. Bref : engagez-vous, répondez présents à l'appel à candidatures en tant que membres effectifs et en tant que membres du groupe de coordination !



Association pour la
Taxation des
Transactions financières pour
l'Aide aux Citoyens (ASBL)



GRANDE DISTRIBUTION ET MONDIALISATION FINANCIÈRE ENVIRONNEMENT ET CONDITIONS DE TRAVAIL

SAMEDI 26 avril 2008

de 10 à 17 heures,
au Centre liégeois du Beau-Mur
48-50, rue du Beau Mur
4030 Crivegnée
Participation libre de 2 ou 5 euros

Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,
48, rue du Beau Mur
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
liege@attac.be
www.local.attac.org/liege/
Permanence les mardis,
mercredis et vendredis
de 10 à 13 heures.

Attac-Wallonie-Bruxelles

wal-bxl@attac.be

Cotisations

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (1,25 euros/deux mois*)
- 15 euros pour les actifs (ou 1,25 euros par mois*)
- 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois*)

compte n° 001-3324624-25

* si vous optez pour l'ordre permanent

Vous pouvez déjà payer votre cotisation 2008 ou, mieux, en faire un ordre permanent.

Assemblées générales

Retrouvons-nous

- à l'AG du jeudi 10 avril pour accueillir de nouveaux membres effectifs, élire le Groupe de coordination 2008, nous informer de ce qui se passe en droit pénal belge et européen avec Jean-Claude Paye
- à l'AG statutaire du mercredi 23 avril (membres effectifs) pour désigner les membres du CA et du bureau ainsi que pour approuver les comptes de l'ASBL
- à l'AG du mercredi 4 juin pour débattre du rôle de la gauche radicale avec Robert Falony

Dessin : Pierre Bailly

Notre travail, dont l'objectif sous-jacent est de caractériser la nouvelle forme d'Etat, se déroule essentiellement au niveau du droit pénal. Ce choix s'explique par la place privilégiée occupée par celui-ci dans la conjoncture actuelle. Présentement, le droit pénal joue un rôle constituant. Il est démantèlement constant des libertés publiques et privées garanties par la Constitution et il se substitue à cette dernière en fixant les règles de transformation de l'ensemble du système juridique. Il est donc l'élément privilégié qui permet de lire les transformations en cours.

La primauté actuelle du droit pénal sur les autres secteurs du droit indique que nous sommes dans une phase de transition. Ce n'est pas la première fois que le droit pénal exerce un rôle dominant. Au début du capitalisme, en Angleterre et sur le continent européen, le droit pénal a joué un rôle déterminant dans la mise au travail du prolétariat. Si la Constitution et le droit privé consacraient la liberté de la force de travail de se vendre sur le marché, les personnes concernées n'étaient pas

nécessairement pressées d'exercer ce droit. Il a fallu toute la force de persuasion, d'une part des « work houses » et d'autre part des lois sur le vagabondage, pour que le droit privé, celui qui régule le droit de propriété, prenne sa vitesse de croisière et exerce son rôle dominant. Ce droit pénal, d'exception par rapport à la « liberté » consacrée de la force de travail, a assuré la transition vers ce que l'on a appelé le stade « concurrentiel » ou « libéral » du capitalisme.

Aujourd'hui, la domination du droit pénal, d'un droit pénal d'exception, nous montre que nous sommes aussi dans une phase de transition. Ce droit met également en place les conditions de modification des rapports de propriété, essentiellement de la propriété de la force de travail, mais aussi du capital, tel le droit de la propriété intellectuelle.

La propriété de la force de travail se réduit maintenant à une nue propriété, tous ses attributs, ses données, sont sous le contrôle des entreprises et de l'Etat. La fin de la vie privée, enregistrée par le droit pénal, s'inscrit dans l'organisation

actuelle de la production, qui fait de l'ensemble du temps et de l'espace de vie un élément de la valorisation du capital.

La réduction des libertés publiques grâce aux législations antiterroristes, ainsi que le démantèlement du droit de grève par le recours systématique aux tribunaux, entravent toute réaction collective face au démantèlement du droit du travail et du droit social. Ici, le droit pénal d'exception opère un renversement de la place primordiale qu'occupait le droit du travail pendant la première période du stade monopoliste. Alors, cette branche du droit avait un rôle constituant. Elle consacrait l'existence d'une force de travail immédiatement collective, dont la gestion du rapport de force nécessitait des procédures spécifiques pour restructurer l'organisation juridique.

Ce texte est extrait d'un article de septembre 2007, intitulé « Dictature ou état d'exception permanent ? » et publié sur le site *Multitudes* <http://multitudes.samizdat.net/spip.php?article2991>

* Jean-Claude Paye (sociologue ; auteur de *Vers un État policier en Belgique ?*, EPO, 2000, *La Fin de l'État de droit. La lutte antiterroriste, de l'état d'exception à la dictature*, La Dispute, 2004 et *Global War on Liberty*, Telos Press, 2007 ainsi que d'un nombre important d'articles sur ces questions, en Belgique et en Europe)

VIVE L'IMPÔT... JUSTE !

24 mai 2008 à Charleroi

Comme annoncé par ailleurs, le samedi 24 mai prochain (de 9 à 16h30), aura lieu à Charleroi (École sociale, 13, rue Puissant) une journée de réflexion et débats autour du thème : **VIVE L'IMPÔT...**

JUSTE !

Elle est organisée par le Réseau pour la Justice fiscale (dont sont membres l'Appel des 600, ATTAC Wallonie-Bruxelles, la C.S.C., les Equipes Populaires, la F.G.T.B., Kairos-Europe (W-B), le Mouvement Ouvrier Chrétien, l'Union Nationale des Services Publics) et avec le soutien du Forum Social de Charleroi. L'heure est à l'inflation et la hausse

des prix touche en première ligne les revenus modestes créant une baisse du pouvoir d'achat. « Les caisses de l'État sont vides », nous ressasse-t-on. « Impossible d'aider les démunis... »

Et si « l'impôt juste » était une des réponses ?

À cause des intérêts notionnels défendus par les libéraux, l'impôt des sociétés a baissé de 34 à 25%. On estime que le montant de la fraude fiscale oscille entre 20 et 30 milliards d'euros, les revenus des capitaux restent fortement privilégiés (secret bancaire, non-taxation des plus-

values, absence de globalisation et diminution de la progressivité de l'impôt) par rapport aux revenus du travail.

Une meilleure redistribution des revenus est possible grâce à la fiscalité... mais il faut le vouloir

Une fiscalité plus équitable est nécessaire pour financer les services publics et de proximité, ainsi que les transferts sociaux.

Cette journée de réflexion et d'action du « Réseau pour la justice fiscale » fait partie d'une campagne menée en collaboration avec le FAN (Financieel Actie Network) et destinée à rassembler tous ceux qui veulent une véritable réforme fiscale.

GRANDE DISTRIBUTION : échos des deux premières journées de formation

Christine Pagnouille

Deux des trois journées de la formation proposée par ATTAC-Liège sur la Grande distribution ont déjà eu lieu. Vous en trouvez des échos (sonores et visuels) sur le site d'attac-Liège (<http://www.local.attac.org/liege/>).

Les tables rondes de l'après-midi ont été animées, les interventions de la salle nombreuses et bien informées. Pour rappel, elles rassemblaient le 19 janvier, Sarah Destrebecq du Chemin vert, Jean-Marc Caudron, d'Oxfam-Solidarité Magasins du monde et Éric Dewaele, de la Guilde des commerçants pour un développement durable et solidaire, et le 23 février, Xavier Delwarte, de la FUGEA, Fédération unie de groupements d'éleveurs et d'agriculteurs, Micheline Halleux du magasin Le temps des cerises, Vanessa Rasquinet du Groupe d'achats communs de Pierreuse et l'irrésistible Henri Pâque de la Ferme à l'arbre de Liège, qui nous fait partager son amour du travail de la terre.

Quelques mots ici sur les deux exposés de la **première journée**, le samedi 19 janvier par Christian Jacquiau, auteur de deux ouvrages clés pour découvrir les dessous de ce secteur obscur : *Les Couloirs de la grande distribution* (366 pages, Éditions Albin Michel, 2000) et *Les Couloirs du commerce équitable : Mensonges et vérités sur un petit business qui monte* (461 pages, Éditions Mille et une nuits, 2006).

Le matin, il nous expose les divers procédés utilisés par les distributeurs, regroupés en centrales d'achats. A leurs bénéfices sur produits, déjà confortables (notamment grâce à des salaires très bas, le recours massif aux jobs étudiants, et des prix d'achat souvent dérisoires, ils ajoutent d'importantes «marges arrières» ou ristournes extorquées aux producteurs (remises de fin d'année, facturation au mètre d'étagère, de la tête de gondole, des 'îlots', des avancées de caisse, des cartons ou animations promotionnels, d'une mention dans le dépliant toutes boîtes...). La conséquence la plus immédiate, c'est que seuls les grands groupes peuvent soutenir la

pression, qu'ils vont répercuter sur leurs employés et leur mode de production. Ainsi disparaissent les PME qui ne peuvent vendre leurs produits ; ainsi se multiplient les délocalisations ; ainsi ferment les petits magasins de proximité. L'impact sur le monde agricole se mesure mieux si l'on essaie de visualiser l'élevage des poulets vendus à 1,50 euros par Carrefour : 28 poulets par mètre²... Le prix d'achat de ces pauvres bêtes est 30 centimes la pièce. Quant à la santé du consommateur, c'est une autre problème – mais un problème qui coûte cher à la sécurité sociale. Le modèle imposé par la grande distribution a aussi de profondes conséquences sociales : diminution radicale du nombre d'agriculteurs, perte de rentrées fiscales (en 1945, alors que l'Europe se relevait de la guerre, il y avait de l'argent pour une sécurité sociale pour tous, aujourd'hui, en période d'affluence, il n'y a plus d'argent ni pour la sécurité sociale ni pour les services publics), généralisation d'emplois « flexibles » à très bas salaires.

Dès 1973, en France, des élus se sont émus. La loi Royer limitait la surface d'un magasin à 1000 m². En 1981 Mitterrand est élu, avec un document de cent dix propositions, dont l'abolition de la peine de mort, le prix unique du livre, donc des choses très bien, mais aussi des mesures de décentralisation qui permettent aux élus locaux de monnayer une autorisation. Ceux-ci ne s'en privent pas en faisant valoir l'argument que les grandes surfaces ont une vocation populaire ! La cartographie des grandes surfaces recoupe celle de la corruption politique. En 1996, la loi Raffarin, elle, ramène la surface tolérée pour tout nouveau magasin à 300 m². Avec Sarkozy, le rapport Attali, sous prétexte de «relancer le pouvoir d'achat» et de créer des emplois, prône de faire sauter tous les verrous qui pourraient faire obstacle à la libre expansion de la grande distribution.

La grande distribution illustre à merveille la structure sociale actuelle : de très grosses fortunes et

beaucoup de pauvres de plus en plus pauvres. En France il y a 4 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. La part des salaires dans la valeur ajoutée a diminué de 22 % en 20 ans. Or plus les gens sont pauvres, plus ils vont dans les grandes surfaces, et donc plus ils se paupérisent.

Dans la grande distribution aussi, nous avons maintenant une consommation à deux vitesses : les magasins avec des sous-produits pleins de produits chimiques, pas chers, et ceux qui proposent du haut de gamme et du «bio» (des aliments produits sans pesticides, certes, mais généralement pas dans des conditions sociales acceptables – le bio aussi peut être cultivé par des clandestins sous payés, ni acheminés dans des conditions écologiques acceptables – des avions nous amènent de pleins cargos «bio» de Chine).

Alors ? Achetons nos légumes au marché, favorisons le commerce de proximité, demandons une information complète sur les produits (leur condition de production et de transport), exigeons un retour au principe du commerce en supprimant les marges arrières, soutenons l'agriculture paysanne, créons des magasins coopératifs ... et empêchons l'implantation de nouvelles grandes surfaces¹.

L'après-midi de cette première journée débutait par un exposé plus court, toujours de Jacquiau, sur le commerce équitable. Il y souligne la différence essentielle entre un commerce équitable véritablement solidaire qui interpelle le consommateur et par là même devient un outil de transformation anti-capitaliste et le commerce « équitable » utilisé comme alibi par les grandes surfaces

«Only connect», disait E.M. Forster, l'écrivain anglais : jetons des ponts, comprenons les liens sous-jacents, gardons à l'esprit que nous sommes tout à la fois, chacun, travailleurs, épargnants (parfois), consommateurs... et citoyens.



¹ Ainsi des associations de consommateurs ont empêché un hypermarché de s'installer à Mouscron.

Lors de la **deuxième** journée le samedi 23 février Olivier Bonfond et Jérôme Ollier, du CADTM, nous font une remarquable présentation sur Conjoncture internationale, agriculture au Sud et alternatives (voir <http://www.local.ATTAC.org/liege/pdf/GDalimentationfev2008OBonfond.pdf>).

Rendez-vous à la troisième journée, le **samedi 26 avril**, où il sera question de **grande distribution, environnement et conditions de travail** :

- Le matin de 10 à 13, Grande distribution et conditions de travail, avec **Françoise SENSI** (CNE-CSC) et **Aziz SAIDI** (SETCA-FGTB) ;
- l'après-midi, Grande distribution et environnement, avec **Bart HOLVOET** de Fair Timber, association pour la gestion durable des forêts.

Dans le même domaine, The Story of Stuff (www.storyofstuff.com), est une vidéo de 20 minutes, en anglais, dont la traduction se trouve en ligne sur notre site (<http://www.local.ATTAC.org/liege/pages/documents6.html>). Elle montre aussi comment tout se tient.

VANHOVE,

La démocratie mensonge

Ed. Marco Pietteur, Collection Oser dire, 192 pages

Comment rester confiant en notre modèle de société présenté comme exemplaire, quand il gaspille en un peu plus d'un siècle au profit de quelques privilégiés, ses réserves millénaires ? Comment rester serein quand tout indique que le rythme imposé à la planète nous précipite vers l'abîme ? Comment concilier les contradictions de plus en plus évidentes entre une minorité de nantis qui osent (presque) tout se permettre, et une majorité de démunis qui s'enfoncent jour après jour dans une pauvreté endémique dont on sait qu'elle n'est ni le fruit du hasard, ni inéluctable, mais qu'elle résulte au contraire d'une scandaleuse et injuste redistribution des richesses ?

Il semble que nous soyons de plus en plus nombreux à nous interroger, confrontés à l'information quotidienne qui nous ressasse la dégradation évidente de notre environnement tant politique que social, économique, professionnel, écologique, culturel, moral... et confirmant par ailleurs, pour ceux qui en doutaient encore, que tout paraît bien être lié. Avenir incertain, déséquilibres de tous ordres dont nous prenons (trop) lentement conscience, risques écologiques grandissant à un niveau planétaire... N'est-il pas urgent de prendre le temps pour répondre à d'essentielles questions ?

Geoffrey PLEYERS

Forums Sociaux Mondiaux et défis de l'altermondialisme. De Porto Alegre à Nairobi.

Academia-Bruylant, 208 pages

Lieux extraordinaires de brassage d'expériences et d'expertises altermondialistes, les sept Forums Sociaux Mondiaux ont profondément marqué le mouvement altermondialiste.

Ils ont incarné une volonté de renouveler la politique et la citoyenneté à l'heure de la mondialisation. Les Forums Sociaux Mondiaux et les grands événements altermondialistes abordés dans cet ouvrage

incarnent toute l'énergie mais aussi l'ampleur du défi que représente l'altermondialisme, notamment dans la convergence active d'opinions et de cultures distinctes. Il apparaît dès lors essentiel de se pencher sur leurs dynamiques propres mais aussi sur leurs limites.

Les analyses de l'altermondialisme en France et en Belgique francophone illustreront cette dynamique de convergence et ses défis ainsi que les spécificités nationales de ce mouvement. Ces comptes rendus et investigations permettront au fil des pages de recueillir des éléments pour cerner l'état actuel du mouvement altermondialiste et son évolution possible.

BD

Manu et Patrice LARCENET

Le combat ordinaire, t.4, Planter des clous.

Dargaud, 2008

Vous connaissez Manu Larcenet, *Le combat ordinaire* ? Sinon il faut découvrir. C'est en petites touches justes. Ainsi la vieille maman quand elle se moque de Marco, le journaliste, qui vient d'expliquer son intérêt pour le chantier métal (qui va fermer) en parlant de « racines » : « Tes racines, là, c'est du folklore, du cache-misère romantique pour dire de jolie manière qu'on a suivi les migrations industrielles comme les mouettes le chalutier. Histoire de grappiller les restes. Alors aujourd'hui c'est à la mode d'avoir des racines de-ci de-là. Conneries, oui ! C'est rien d'autre que la glorification de la tradition imbécile ! Ça nous colle au sol... Ça nous empêche d'avancer... Les racines, c'est bon pour les ficus ! » Ou Pablo, le métallo en pré-retraite, qui explique « Les gars ont vu passer les papiers... Ils vont raser les ateliers métal... Les terrains sont déjà vendus... Ils ne vont garder que le port et la zone de fret... » Et à la place « ils vont sûrement faire un truc dans l'air du temps... une station balnéaire... un village de vacances... un stade de France... un space mountain ! Un Mickeyland !! »

LA GAUCHE RADICALE ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Robert Falony

*Né en 1931, membre du parti socialiste depuis 1949, mais toujours dans les courants de gauche, co-organisateur des marches contre le péril atomique des années 60, Robert Falony est journaliste professionnel (rédacteur au *Peuple* de 1953 à 1979, à *La Wallonie* de 1980 à 1995, ensuite collaborateur du *Matin* et du *Journal du Mardi*) et auteur du livre *Le parti socialiste* (Éd. Luc Pire, 2006). Dans la présentation de cet ouvrage, nous lisons : Il décrit sans complaisance, le fonctionnement de l'« appareil », évoque les hommes et les congrès, les tensions et les ruptures, de Max Buset à Elio di Rupo. Mais surtout, il y a la mutation idéologique induite par l'avancée internationale du libéralisme économique, à partir des années Reagan-Thatcher, et les désillusions européennes. Social-démocratie du moindre mal ou socialisme ? Qu'est-ce que la démocratie économique et sociale quand les grandes entreprises multinationales ont confisqué tant du pouvoir des états ? Ces questions dominent l'avenir alors que le capitalisme triomphant, mais instable et miné par ses contradictions, peut moins que jamais résoudre les grands problèmes de l'humanité.*

La crise financière déclenchée en août 2007, peut-être plus cette fois qu'une crise cyclique, rend dérisoires les appels adressés périodiquement à la gauche par les bons apôtres du libéralisme : elle devrait, nous disent-ils, se « moderniser » et abandonner ses « vieux principes », ses valeurs et ses bagages idéologiques.

Or seule l'intervention massive des banques centrales a sauvé le système bancaire privé d'une panique généralisée, dans un contexte de

spéculation insensée qu'illustre, après tant d'autres, le scandale de la Société Générale. Des « Fonds souverains » étatiques entrent dans le jeu. Assistons-nous à autre chose qu'à des formes sophistiquées de la socialisation des pertes ?

Dans l'opération « Artisans du progrès » lancée par le P.S., un groupe s'est assigné pour thème : « Quelle gauche pour le vingt et unième siècle ? ».

C'est précisément la question centrale. Sous toutes les formes, il faut alimenter ce débat, et jeter un pont entre « l'utopie » et la réalité de ce monde-casino. La gauche politique doit retrouver son expression autonome, sa pédagogie propre, qu'elle soit engagée ou non dans une participation gouvernementale.

« L'économie sociale de marché » a été un leurre. Le marché n'est pas social. La voie à suivre par la gauche n'est pas celle de Blair et de Schröder. En Allemagne d'ailleurs, le SPD réhabilite la notion de « socialisme démocratique ». Face aux nouveaux défis, comme la dégradation climatique, comme l'aggravation des inégalités, la social-démocratie, qui visait à répartir plus justement les fruits de la croissance, a atteint ses limites et



Dessin : Salemi

livré des batailles d'arrière-garde. On ne pouvait casser le monopole des services publics sans les livrer aux lois de la jungle du marché, et donc sans les dénaturer. On ne peut « faire du social » sans prise sur l'économie.

Et c'est précisément la dictature opaque des marchés et des technocraties à leur service, hors du champ de la démocratie nationale et hors de portée du monde politique, qui nourrit le découragement et l'apathie du plus grand nombre, le repli universel « tribal » sur l'identité, la « communauté », les utopies réactionnaires. Et qui peut ouvrir un boulevard à la droite extrême.

Il faut remettre l'économie politique au centre du débat politique, car l'économie, au contraire de ce que veulent nous faire croire les libéraux, n'est pas une science exacte avec des lois naturelles... Les trous noirs de la haute finance, la liberté d'action des fonds spéculatifs, le libre jeu des OPA, l'indépendance des banquiers centraux, l'existence des paradis fiscaux, les profits à deux chiffres, l'inégalité indécente des rémunérations, rien de tout cela n'est tabou. Et la crise financière actuelle ne se règlera pas avec de petites mesures de régulation, timidement avancées par l'un ou l'autre chef d'Etat, tétanisé par l'accusation de dirigisme.

La gauche doit aussi régler ses comptes avec l'Histoire : les tragiques expériences de l'URSS et de la Chine, entreprises dans les pires conditions et dans des sociétés arriérées, ce n'était pas le socialisme ! Et ce n'est pas par hasard qu'elles ont fini par virer vers le capitalisme sauvage.

L'apparition du mouvement altermondialiste à la fin des années nonante a été la juste réplique à la mondialisation par l'argent. Mais cette internationale a aussi besoin de s'articuler sur la gauche historique.

« Un autre monde est possible », radicalement autre. Entre la réalité et l'utopie, il y aura toujours place pour l'espérance et la volonté !

En 1995, les dépenses militaires mondiales s'élevaient à 768 milliards de dollars ; en 2006, elles ont atteint 1.204 milliards de dollars. Soit un accroissement de 37%. De ce fait, elles se situent au même niveau que pendant la guerre froide (1.044 milliards de dollars en 1988). Le montant de 2006 représente 2,5% du PIB de la planète, soit 184 dollars par habitant (135 dollars en 2001).

En 2005, sur les 1.118 milliards de dollars déboursés, 707 provenaient des pays membres du G8. Par habitant, les États-Unis ont dépensés 1.675 dollars, Israël 1.565, l'Arabie Saoudite 960, la France 876, le Royaume-Uni 855, l'Allemagne 462. Cette même année, le montant de l'aide au développement à l'échelle mondiale a été de 108,6 milliards de dollars.

Source : *The Military Balance 2007* (Institut international d'études stratégiques de Londres, Institut international de recherches pour la paix de Stockholm)

À méditer...

Pourquoi un juif qui réclame la terre qui lui a été donnée par Dieu est-il un « ultranationaliste », alors qu'un musulman qui tient le même raisonnement est un « fondamentaliste » ?

Pourquoi un dictateur arabe qui choisit une politique différente de celle des Occidentaux est-il « antioccidental », alors que ce raisonnement n'est jamais appliqué dans l'autre sens ? Imagine-t-on un leader américain qualifié de « radicalement antiarabe » ? Un responsable israélien qui croit que seule la violence peut protéger son peuple est appelé un « faucon ». A-t-on jamais entendu parler d'un « faucon » palestinien ? Non, c'est un « extrémiste » ou un « terroriste ». Les responsables israéliens qui croient au dialogue sont des « colombes ». Pourtant un Palestinien qui choisit la même voie

est appelé un « modéré », ce qui laisse entendre que, bien que la violence soit logée dans le cœur de chaque Palestinien, celui-là est parvenu, grâce soient rendues à Allah, à « modérer » sa nature profonde. Et pendant que le Hamas « hait » Israël, aucun parti ou leader israélien n'a jamais « haï » les Palestiniens, même quand ces dirigeants profitent de leur fauteuil gouvernemental pour prôner leur expulsion. À moins qu'il ne s'agisse d'un « nettoyage ethnique » ? Ou d'un « déménagement involontaire » ? Ou d'un « transfert » ?

(Extrait des « Mots biaisés du Proche-Orient », par Joris Luyendijk, *Le Monde Diplomatique*, mars 2007)

CLANDESTINITÉ

Extrait d'un message de France Arets à la veille du 24 décembre 2007

Comme chaque année, nous avons des bougies à allumer tout autour du centre fermé de Vottem, en signe de solidarité et surtout pour faire la lumière pour éclairer ce que le citoyen ne voit pas, les centres fermés pour étrangers, dissimulés loin des centres-villes, symboles de la politique d'enfermement et d'expulsion mise en place par les gouvernements successifs depuis le début des années 1990.

Pour, encore une fois, faire la lumière sur le fait que dans ces centres pour étrangers se trouvent des personnes qui n'ont commis aucun délit, que ces centres sont en réalité des prisons, des camps de la honte. Pour rappeler que l'actuelle politique restrictive en matière d'asile et d'immigration signifie l'expulsion vers la dictature, la guerre, la misère, ... sans parler du déni des attaches qui ont été créées en Belgique. Pour éclairer aussi une autre face cachée de cette politique : elle génère la clandestinité.

De par le monde, tous ceux qui crai-

gnent les persécutions, toutes les victimes de guerres, mais aussi de la détérioration des conditions de vie qui est le résultat de la mondialisation de l'économie sous l'égide hypocrite de l'OMC (organisation mondiale du commerce, qui réprovoque toute entrave à la libre concurrence mais ferme les yeux sur certaines subventions de pays du Nord), bientôt des réfugiés victimes du changement climatique (fuyant des terres inondées ou des sols devenus désertiques)... continueront à chercher asile. Par rapport aux nombres de réfugiés d'un pays du Sud à l'autre, ce n'est qu'une toute petite partie d'entre eux qui parviendra en Europe. En Belgique, et dans d'autres pays de l'Europe forteresse, parce qu'ils ne peuvent obtenir le droit de séjour, ils n'ont d'autre choix que la clandestinité, c'est-à-dire la précarité et l'exploitation. Nous soulignons que l'économie belge se nourrit quotidiennement de cette exploitation, sans que les patrons soient jamais réellement

inquiétés. . . .

Face à cette situation, nous réclamons, avec les organisations des sans-papiers et ceux qui les soutiennent, notamment les organisations syndicales, la régularisation des sans-papiers : permis de travail et de séjour ! Cette surexploitation n'est possible que grâce à la menace constante d'arrestation, de détention et d'expulsion et à la précarité entretenue. Les travailleurs « avec papiers » en pâtissent eux aussi, car on trouvera toujours facilement un travailleur corvéable à merci pour les remplacer tant que ce double marché du travail se maintiendra.

**Dans l'immédiat, rendez-vous
le SAMEDI 19 AVRIL
À 14H,
PLACE SAINT LAMBERT
pour une manifestation qui
nous mènera jusqu'aux por-
tails (cadenassés) du centre
fermé de Vottem.**

L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

http://www.local.attac.org/liege/pages/agnd_F.html



Lundi 7 avril, 18h30

CA ATTAC-Liège

Lundi 7 avril, 19h30 *

Réunion du Groupe de coordination ATTAC-Liège


Mardi 8 avril, 19h30


Groupe de lecture sur le livre de Michel Aglietta et André Orléan, *La monnaie entre violence et confiance*, Odile Jacob, 2002.

Mercredi 9 avril, 19h30

Coordination AWB
Namur

Jeudi 10 avril, 19 h *

 **AC** membres effectifs (voir encart)
19h30*

 **AC** commune électorale avec comme invité Jean-Claude Paye, sociologue (voir encart et article)

Lundi 14 avril, 19h30

Conférence de Vicky Goossens dans le cadre de la semaine de la Solidarité internationale (thème : le travail décent)
«Potentats de la finances : négation de l'être et du travail décent»

Jeudi 17 avril, 20 h

La revue *Politique* et ATTAC-WB organisent un grand débat public, à Liège, dans le cadre du questionnement de *Politique* dans six grandes villes de Belgique francophone « *La Gauche peut-elle encore changer la société ?* »
«Briser le tabou de la compétitivité», avec Michel HUSSON - animation et information par ATTAC
Art. 23 Foyer des étudiants pl. E. Dupont

Mercredi 23 avril, 19h30 *

 AG statutaire membres effectifs (élections CA et bureau)

Samedi 26 avril, 10h à 17h *

gd «L'environnement, les conditions de travail et la grande distribution»

En matinée : Grande distribution et conditions de travail: témoignages de permanents et de délégués du secteur Commerce de la FGTB et de la CSC.

Après-midi : Grande distribution et environnement: Exposé de Bart Holvoet (Fair Timber) sur la déforestation, le commerce illégal du bois et la gestion durable des forêts au niveau mondial.

Mercredi 30 avril

Soirée Services publics et une autre Europe
UAG et CR-TL
(Infos suivront sur le site)

Jeudi 1^{er} mai

Présence place Saint Paul

Lundi 5 mai, 19h30

Réunion du Groupe de coordination ATTAC-Liège

Samedi 24 mai de 9 à 16h30

Réseau pour la justice fiscale


Vive l'impôt... juste !

École sociale, 13 rue Puissant à Charleroi

Lundi 2 juin, 19h30

Réunion du Groupe de coordination ATTAC-Liège

Mercredi 4 juin, 19h30 *

 AG commune d'ATTAC Liège avec Robert Falony en invité
«Altermondialisme et gauche radicale»
(voir article)

Lundi 30 juin

Réunion du Groupe de coordination ATTAC-Liège

Du vendredi 1^{er} août au mercredi 6 août

Université d'été d'ATTAC Europe, coorganisée par divers groupes ATTAC nationaux et régionaux, sous l'impulsion d'ATTAC-Allemagne à Sarrebrück
Pour s'inscrire : www.european-summer-university.eu

(*) au Centre Liégeois du Beau Mur, rue du Beau Mur, 48-50 à 4030 Grivegnée.

L'AUTRE AGENDA

Jeudi 27 mars, 19 h.

Conférence et film sur le thème Dette et immigration

Soirée organisée par le CADTM avec le CRACPE et l'UDEP

asbl Article 23, Foyer des Étudiants, place E. Dupont, 4000 Liège

Dimanche 6 avril, 10h15 à 12h30

Balade conviviale sur les sites menacés par le tronçon d'auto-route CHB

Départ à l'église de Ninane (entre Chaudfontaine et Beaufays)

Mercredi 9 avril, 20h.

Travailler moins... pour gagner plus avec Mateo Alaluf, Philippe Van Muylder et Pierre Larrouiturou

Organisation CEPAG et la revue Politique

Auditorium du Bois du Cazier

rue du Cazier, 6001 Marcinelle

Vendredi 11 avril, 14 h.

Conférence de Toni Negri

A la recherche du commonwealth

(Service de philosophie morale et politique)

Salle Gothot, Université de Liège place du 20-Août

Du 12 au 18 avril

Semaine de l'eau à Angleur (au Château de Peralta)

Organisée par le Centre Culturel Ourthe-Amblève

Activités diverses : visites guidées, conférences, ateliers pour enfants et expositions.

Dans ce cadre

Lundi 14 avril, 20h15

Conférence de Ricardo Petrella, sur les principes du Contrat mondial de l'eau et les solutions pour sortir de la crise actuelle de l'eau. Château de Peralta

Samedi 19 avril, 10h.-12h.

Formation CADTM International avec Omar Radi (ATTAC Maroc), Shusovan Dhar (VAK Inde), Jean-Victor Lemvo (Solidaires Pointe Noire), Abdul Khaliq (CADTM Pakistan)

L'après-midi, visite de la ville de Liège avec Éric Toussaint

Samedi 19 avril, 14 h.

Manifestation pour la régularisation des sans-papiers

Départ place Saint Lambert pour Vottem (voir encart)

Lundi 21 avril à 19h30

Conférence-débat sur les vélos partagés à Liège

avec notamment le bourgmestre de Liège et un responsable du dossier au cabinet Smet à Bruxelles.

Salle Wittert, Université de Liège, place du 20-Août

Mercredi 23 avril à 20h30

conférence de Ricardo Petrella

«Peut-on parler de citoyenneté dans la mondialisation actuelle ?»

Débat animé par M. Patrick de Lamalle (RTBF)

Centre scolaire St-Benoît St-Servais, 104 rue St-Gilles à Liège

Jeudi 24 avril, 20 h.

Conférence de Philippe Corcuff, maître de à l'Institut d'Études Politiques de Lyon, membre de la LCR :

« *L'individu : un des défis majeurs et méconnus de l'altermondialisme* »

Salle Wittert, Université de Liège, place du 20-Août

Vendredi 23 mai, 19 h.

Conférence débat sur le thème : « *Agriculture au Nord et au Sud, «vraies» et «fausses» alternatives*»

A Liège

Samedi 24 et dimanche 25 mai

weekend de résistance(s), autogéré

organisé par le Groupe Thomas Sankara et le CADTM.

à Modave

1^{er} weekend de juillet (du vendredi 4 au dimanche 6 juillet)

Week-end résidentiel CADTM sur la question du genre

La Marlagne (Namur)

Du vendredi 1^{er} août au dimanche 3 août

Festival Esperanzah !

Pour programme et thématique voir

<http://www.esperanzah.be/actualite/2008/01/>

Abbaye de Floreffe